

Le Monde

L’appel du 18 juin du général de Gaulle reconstitué pour la première fois

Par Charles-Henry Groult et Benoît Hopquin
Le Monde. Publié le 18 janvier à 05h00, mis à jour à 10h50

Récit Aucun enregistrement n’a été conservé d’un des discours les plus célébrés de l’histoire de France. Reste sa mythologie, que « Le Monde », en partenariat avec l’Ircam, a tenté de reconstituer en clonant la voix radiophonique de De Gaulle.

C’est l’un des discours les plus célébrés de l’histoire de France et l’un des moins connus. L’exhortation à poursuivre le combat, lancée par le général de Gaulle depuis Londres, au micro de la BBC, le 18 juin 1940, est dans toutes les mémoires. Cet Appel, avec sa majuscule de noblesse, cette voix à nulle autre pareille, chacun croit encore les entendre sonner à son oreille. Et pourtant, il n’en existe aucun enregistrement. Cette lacune entretient la confusion, et parfois la méprise, avec d’autres moments et discours de la geste gaullienne.

Lire aussi : Appel du 18 juin recréé : « François Morel offre au discours son émotion, son rythme. La voix synthétique du général de Gaulle a ensuite été posée dessus »

Non, le général rebelle n’a pas dit ce jour-là : *« La France a perdu une bataille ! Mais la France n’a pas perdu la guerre ! »* Non, il n’a pas clamé : *« Moi, général de Gaulle, j’entreprends ici, en Angleterre, cette tâche nationale »*, se posant ainsi en chef militaire et politique du pays. Oui, il a conclu : *« Quoi qu’il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s’éteindre et ne s’éteindra pas »*, donnant à ce mot, « résistance », un sens qui n’a cessé de s’ennoblir à son tour en Résistance. Non, enfin, la version canonique, entérinée par de Gaulle dans ses *Mémoires de guerre* (Plon, 1954), n’est pas exactement celle qu’il prononça au micro.

Voilà pourquoi *Le Monde*, l’Institut de recherche et coordination acoustique/musique (Ircam) et sa filiale technologique Ircam Amplify, grâce à une nouvelle technologie d’intelligence artificielle et le

concours de l'acteur François Morel, ont tenté de reconstituer ce qu'avait pu être la voix radiophonique ce fameux 18 juin 1940. Le résultat de cette évocation ou suggestion est accessible ci-dessous.

L'appel du 18 juin… Rarement un événement aura suscité autant de livres ou de travaux d'historiens et dégagé aussi peu de certitudes. Les souvenirs des témoins se contredisent sur bien des points quand ils n'évoluent pas dans le temps. Mouvement naturel de la mémoire, mais aussi souci ultérieur du personnage principal, devenu l'« Homme du 18 juin », d'établir une doxa et, peut-être, un mythe de ce moment fondateur…

Lire aussi : Comment « Le Monde » a tenté de recréer l'appel du 18-Juin en reproduisant la voix du général de Gaulle

Commençons par ce qui fait consensus. Ce 18 juin 1940, le général s'assoit devant une petite table, dans un studio de la BBC. Il est en uniforme et bottes lustrées. Il a posé à côté de lui ses gants blancs et son képi. L'ingénieur du son, Gibson Parker, demande un essai de voix. *« La France »*, dit cet orateur qui entend à cet instant rien de moins que de l'incarner. Puis l'un des deux *speakers* français de la BBC, Maurice Thierry ou Pierre de Valençais, annonce : *« Et maintenant, le général de Gaulle, qui fut sous-secrétaire d'Etat du gouvernement Reynaud, vous parle. »*

« Naufragé de la désolation »

De Gaulle se lance. *« Il paraissait très calme mais assez tendu, comme s'il concentrait toutes ses forces en un seul instant*, racontera Elizabeth Barker, une assistante britannique qui l'avait accompagné dans le studio, dans *Le Figaro littéraire* du 17 juin 1965. *Je suis sûre qu'il ne distinguait personne dans le studio, rien que le micro qu'il regardait fixement, comme s'il voyait au-delà de l'appareil. »*

L'Appel dure quatre minutes. *« A mesure que s'envolaient les mots, irrévocables, je sentais en moi-même se terminer une vie, celle que j'avais menée dans le cadre d'une France solide et d'une indivisible armée*, écrira Charles de Gaulle dans ses Mémoires. *A 49 ans, j'entrais dans l'aventure, comme un homme que le destin jetait hors de toutes les séries. »*

Il est alors général *« à titre temporaire »*, en raison de ses récents faits d'armes aux batailles de Moncornet et d'Abbeville. Il passe depuis longtemps pour un militaire surdoué et un emmerdeur patenté, ne cessant de harceler ses supérieurs de sa vision de ce que doit être une armée moderne et mécanique. Il s'est notamment brouillé avec le maréchal Pétain, son ancien mentor. De Gaulle a été nommé sous-secrétaire d'Etat à la guerre, le 5 juin. A deux reprises déjà, il s'est rendu à Londres et a rencontré Winston Churchill, le premier ministre britannique, comme émissaire de Paul Reynaud, le président du Conseil. Il revient d'un de ces voyages, le 16 au soir, quand il apprend à Bordeaux la démission de son patron et son remplacement par Pétain.

Au petit matin du 17 juin, de Gaulle s'envole à bord de l'avion d'Edward Spears, le représentant personnel de Churchill en France. Il est accompagné de Geoffroy Chodron de Courcel, son ordonnance. A Londres, le Général pose ses bagages dans un petit appartement de Seamore Place qu'on lui a prêté. *« Je m'apparaissais à moi-même seul et démuni de tout, comme un homme au bord d'un océan qu'il prétendrait franchir à la nage »*, se décrit-il dans ses Mémoires.

Le même jour, à 12 h 30, le maréchal Pétain prononce son discours d'abandon avec cette phrase célèbre : *« C'est le cœur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut cesser le combat. »*

A peine débarqué, de Gaulle rencontre Churchill. *« Dès l'après-midi du 17 juin, j'exposai mes intentions à M. Winston Churchill*, poursuit-il dans ses Mémoires. *Naufragé de la désolation sur les*

rivages de l'Angleterre, qu'aurai-je pu faire sans son concours ? Il me le donna tout de suite et mit, pour commencer, la BBC à ma disposition. » Churchill ne dit pas autre chose dans ses propres Mémoires. Pieux mensonge que cette entente immédiate entre les deux géants…

Envie d'en savoir plus sur De Gaulle, résistant ?

« Le début de partie est moins brillant que ne le retient la légende dorée de la France libre », résume Jean-Louis Crémieux-Brilhac, grande figure de cette France libre, avant d'en devenir un des plus précieux mémorialistes (*L'Appel du 18 juin*, Armand Colin, 2010).

Répétition chez Jean Monnet

Toujours ce 17, Chodron de Courcel appelle Elisabeth de Miribel, une amie installée à Londres, et l'invite à venir, le lendemain à 10 heures, assurer le secrétariat du Général. L'idée de l'Appel est clairement en germe dès cet instant. De Gaulle y pense aussi quand il dîne chez Jean Monnet, directeur de la mission économique française au Royaume-Uni. *« Que venez-vous faire à Londres ? »*, lui demande Silvia Monnet, la maîtresse de maison. *« Sauver l'honneur de la France »*, répond l'invité. Toute la soirée, il affirme vouloir parler à la radio, frotte ses thèmes à l'auditoire, s'emporte contre Pétain, au grand dam de Monnet.

Il a été convenu avec Churchill que de Gaulle pourrait parler et appeler à poursuivre la guerre sitôt que la France aurait demandé un armistice séparé qui briserait le pacte d'alliance signé entre leurs deux pays. L'appel à *« cesser le combat »* de Pétain semble bien indiquer une volonté de mettre fin unilatéralement aux hostilités. Du moins est-ce ce qui apparaît à de Gaulle, qui y voit le feu vert pour sa prise de parole. D'autant que les journaux anglais du 18 au matin rapportent le discours de Pétain et évoquent la débandade qu'il a provoquée dans l'armée française. Dès 8 heures, le Général s'attelle donc à la rédaction de son Appel. *« Puisqu'on ne se bat plus, je n'ai plus de raison d'attendre »*, dit-il à son ordonnance. Elisabeth de Miribel tape sur sa machine le manuscrit que doit lui déchiffrer Geoffroy Chodron de Courcel, *« texte finement écrit et surchargé de ratures »*, selon elle.

Le général de Gaulle, à Londres, dans un studio de la BBC. Cette photographie, souvent datée du 18 juin 1940, est postérieure à cette date. BRIDGEMAN

Sauf qu'aux yeux des Britanniques, ce 18 juin, la situation est loin d'être aussi claire que ne le juge de Gaulle. Le défaitisme de Pétain a hérissé, même en France. Sur le terrain, la bataille se poursuit, fût-elle désespérée (les armes ne se tairont totalement que le 25 juin). Et puis, il reste l'Empire, encore en mesure de lutter. Dernier point, et non des moindres, à élucider : quelle sera la position de Hitler, qui pour l'heure se tait face à l'offre de négociation de Pétain ?

Ce 18 juin, tandis que de Gaulle noircit les feuillets, le gouvernement britannique décide d'envoyer à Bordeaux deux délégations, l'une britannique, conduite par Lord Lloyd, l'autre française, menée par Jean Monnet. Leur mission : mesurer les intentions du gouvernement, mais également savoir si des personnages de premier plan seraient prêts à rejoindre Londres. Sur place, Monnet sonde le personnel politique. Aucun ne montera dans l'avion qui redécolle le 19.

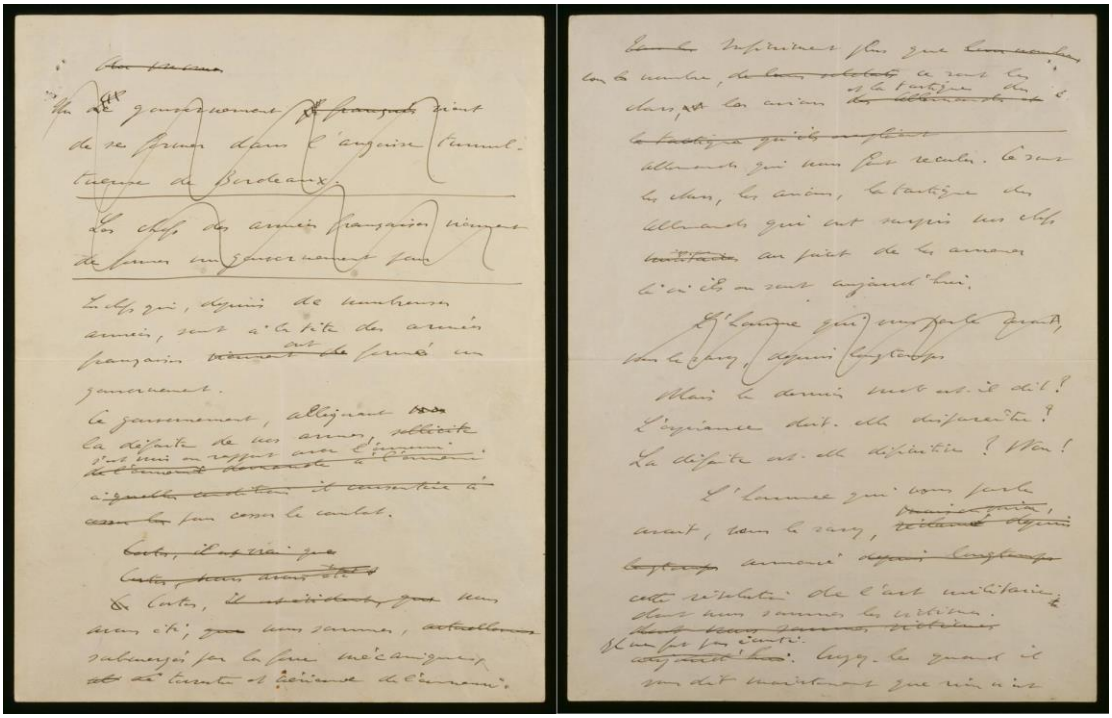
Le plaidoyer jusqu'au-boutiste de Churchill

Alors, dans ce grand moment de flottement, le cabinet de guerre britannique décide de ne pas laisser parler l'exilé. *« Bien que le contenu du texte ne soulève aucune objection, il n'est pas souhaitable que le général de Gaulle, persona non grata auprès de l'actuel gouvernement français, parle à la radio, aussi longtemps qu'on peut espérer que l'actuel gouvernement français agira d'une façon conforme aux intérêts de l'Alliance »*, est-il écrit dans le compte rendu de la réunion.

Winston Churchill est absent. Il travaille à un discours qu'il doit prononcer dans l'après-midi devant la Chambre des communes. Il est lui-même en difficulté face aux partisans de l'apaisement (les *« appeasers »*), prêts à composer avec Hitler. Ce discours du premier ministre sera un vibrant plaidoyer jusqu'au-boutiste, qui scellera sa victoire sur les *« appeasers »*.



Le général de Gaulle, à Londres, dans un studio de la BBC. Cette photographie, souvent datée du 18 juin 1940, est postérieure à cette date. BRIDGEMAN



Manuscrit officiel de l'appel du 18-Juin, propriété de la famille de Gaulle, enregistré en 2005 comme « mémoire du monde » par l'Unesco. Il diffère du texte prononcé par le général. FONDATION CHARLES DE GAULLE

A 14 heures, de Gaulle déjeune avec Edward Spears et Alfred Duff Cooper. Ce dernier est ministre de l'information et donc patron de la BBC, en ces temps de guerre. De Gaulle sait-il déjà que son Appel a été recalé ? Là encore, les avis divergent. Mais, un peu plus tard, Spears va interrompre la sieste de Churchill et plaider la cause du Français interdit d'antenne. Le premier ministre donne son approbation à un appel, sous réserve de celle du cabinet de guerre. Spears et Cooper vont alors faire le siège de ses membres. L'accord tombe en fin d'après-midi : de Gaulle peut parler.

Selon la version officielle, le Général et son ordonnance sautent dans un taxi, déposent Elisabeth de Miribel chez elle et arrivent à la BBC. *« A 18 heures, je lus au micro le texte que l'on connaît »*, est-il sobrement écrit dans les *Mémoires de guerre*. Plusieurs historiens, dont Jean-Louis Crémieux-Brilhac, s'appuyant notamment sur des grilles horaires de la BBC, pensent que l'Appel fut en réalité annoncé à 20 heures et lancé deux heures plus tard. *« On a toutes les raisons de penser que l'appel passa sur les ondes à 22 heures »*, confirme l'historienne Aurélie Luneau dans *L'Appel du 18 juin* (Flammarion, 2020). De Gaulle s'accrochera toujours à l'horaire de 18 heures, peut-être pour occulter les tractations qui suivirent.

Lire aussi Juin 1940 : Luneau, Servent, De Kerillis… les brèves critiques du « Monde des livres »

Interrogé bien plus tard par l'historien Henri Amouroux, le Général jurera *« n'avoir jamais fait relire aucun texte »*. *« Il est clair que les Britanniques ont censuré l'appel du* 18-Juin, affirme, lui, Olivier Wieviorka, historien spécialiste de la période. *La radicalité a été gommée. »*

Le brouillon aujourd'hui conservé et qui sacralise la version officielle débute ainsi : *« Les chefs qui, depuis de nombreuses années, sont à la tête des armées françaises, ont formé un gouvernement. Ce gouvernement, alléguant la défaite de nos armées, s'est mis en rapport avec l'ennemi pour cesser le combat. »* En écrivant *« cesser le combat »*, de Gaulle reprend donc l'expression de Pétain. Une attaque directe contre le maréchal capitulard. Or Londres n'entend pas encore se fâcher avec le héros de Verdun et les nouvelles autorités qu'il incarne. Dans des conditions qui restent à ce jour inconnues, de Gaulle change donc son exorde : *« Le gouvernement a demandé à l'ennemi à quelles conditions pourrait cesser le combat. Il a déclaré que si ces conditions étaient contraires à l'honneur, à la dignité, à l'indépendance de la France, le combat devait continuer. »*

De l'oral à l'écrit

Ce nouveau préambule prend au mot le discours de Pétain et lui fait crédit de vouloir négocier dans les règles de l'honneur avec les Allemands. Plus loin se déchiffre sur le manuscrit le passage suivant : *« Ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui ont surpris nos chefs, au point de les amener là où ils en sont aujourd'hui. »* La dernière partie de la phrase a été « caviardée » lors de sa lecture, encore dans le souci de ménager les susceptibilités des autorités françaises.

Pour ajouter à la confusion, Elizabeth Barker, l'assistante britannique, fera une traduction anglaise de la version originale tapée à la machine par Elisabeth de Miribel, donc sans les ultimes modifications. Elle sera reprise, intégralement, par le *London Times* du 19 juin et, partiellement, par d'autres grands titres anglo-saxons. Mais la version prononcée – et donc remaniée – sera publiée le lendemain par quelques journaux du sud de la France, pas encore occupé. Sur quelles bases ? Nouveau mystère et nouvelles empoignades entre spécialistes. On sait seulement que l'agence Havas, l'ancêtre de l'Agence France-Presse, publia depuis Londres une dépêche reprenant l'Appel. Finalement, seules une écoute et une retranscription des services secrets suisses, retrouvées récemment par un historien amateur, confirmeront les modifications du discours prononcé.



Le général de Gaulle à Londres, en 1940, s'entretenant avec un officier inconnu. STF / AFP

Quelle qu'en soit la version, le texte dépeint une situation militaire catastrophique. *« Nous sommes submergés par la force mécanique, terrestre et aérienne de l'ennemi. »* Manière de leçon aux vieilles badernes qui n'ont pas su l'écouter et se sont arc-boutées sur leurs théories désuètes. Puis vient l'espoir : *« Mais le dernier mot est-il dit ? L'espérance doit-elle disparaître ? La défaite est-elle définitive ? Non ! Croyez-moi, moi qui vous parle en connaissance de cause et vous dis que rien n'est perdu pour la France. Les mêmes moyens qui nous ont vaincus peuvent faire venir un jour la victoire. Car la France n'est pas seule ! Elle n'est pas seule ! Elle n'est pas seule ! »*

La célèbre répétition n'est pas qu'un effet oratoire. De Gaulle n'est pas totalement néophyte à la radio : il s'est déjà exprimé sur les ondes en France, notamment le 21 mai, dans un discours enregistré à Savigny-sur-Ardres, qui préfigure l'appel du 18 juin. A cette époque où la réception des postes est de piètre qualité, il lui a été recommandé de répéter les temps forts. De même lui a-t-on conseillé de parler lentement, pour se rendre plus intelligible, et de marteler les phrases. Le brillant élève a retenu cet enseignement, qui ne prendra que plus de pertinence par la suite quand les émissions commenceront à être brouillées par les Allemands, dès le milieu de l'été 1940.

« Une lessive dont les phases nous échappent »

Sur le fond, le général de Gaulle, on le sait aujourd'hui, aurait voulu prononcer un discours plus politique et parler – déjà – au nom de la France. *« Mais il a été ramené à l'aspect militaire »*, explique l'historien Gilles Ragache, auteur de deux livres sur le sujet (*Les Appels du 18 juin*, Larousse, 2010, et *Juin 1940*, Perrin, 2020). *« Le message a rétréci, dans une lessive dont les phases nous échappent, mais dont le résultat est indubitable »*, résume un autre historien, François Delpla, auteur de *L'Appel du 18 juin 1940* (Grasset, 2000). *« Dans ces jours-là, il y a ce qu'il voulait dire et ce qu'il pouvait dire*, admet Frédéric Fogacci, directeur des études et de la recherche de la Fondation Charles de Gaulle. *Il a été réfréné de manière incontestable sur la qualification du gouvernement français. »*

Lire l'entretien : Julian Jackson : « De Gaulle pensait toujours en termes de nation, jamais en termes d'idéologie »

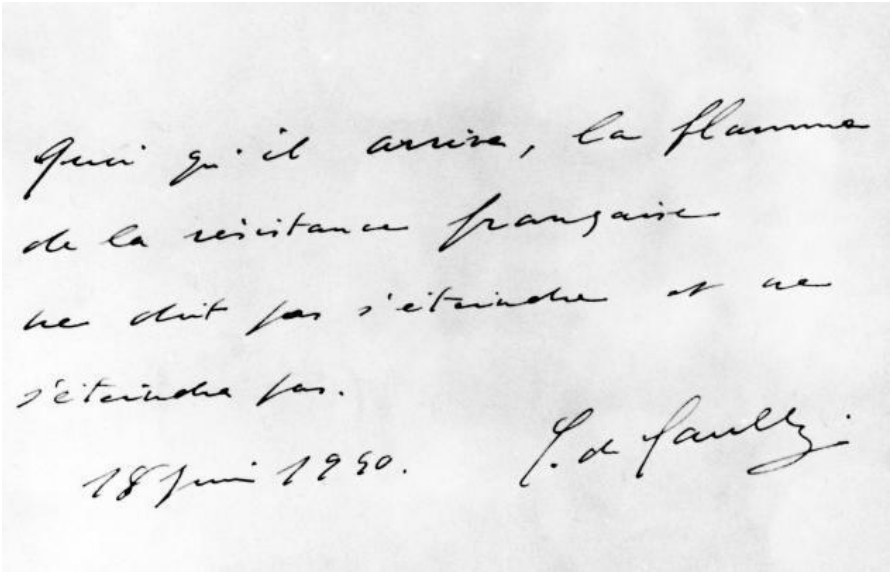
Mais, ajoute l'enseignant à Science Po, dans le climat de sidération que vit alors le pays, l'Appel garde sa force de lucidité et d'espoir. *« Le général rationalise la défaite*, analyse M. Fogacci. *Il l'attribue non pas à la faiblesse ontologique des démocraties par rapport aux régimes totalitaires, comme le prétend Pétain, mais à des causes purement militaires. Il donne un pourquoi, un schéma d'explication, une vision des choses et redonne ainsi une possibilité d'action, un chemin et un horizon. Continuer à se battre à un sens, assure-t-il face à ceux qui disent : "A quoi bon ?" » « De Gaulle veut prendre date par rapport à la menace de l'armistice*, ajoute Olivier Wieviorka. *Se retirer de la guerre officiellement, cela veut dire qu'au jour de la victoire, la France n'aura plus voix au chapitre, et pour de Gaulle, c'est absolument inconcevable. »*

Aucun enregistrement n'a donc gravé dans le marbre les paroles du général ce 18 juin. Deux versions s'opposent pour l'expliquer. La première, la plus souvent avancée, serait que le disque de l'Appel aurait disparu dans le bombardement des studios de la BBC. La seconde est émise par Elizabeth Barker : *« De l'Appel proprement dit, on n'a rien enregistré sur disque. On a su trop tard que le général allait parler pour prendre les dispositions nécessaires. »* Il convient d'ajouter une hypothèse, évoquée à ce jour sans preuve par certains exégètes : le disque aurait été détruit ou caché pour que le Général puisse faire entrer sa propre version du texte à la postérité et gommer les petites humiliations qu'il a dû supporter.

Micro coupé le lendemain

Tout le monde s'accorde sur un point : l'Appel a été lancé dans le vide des ondes et, à l'évidence, très peu entendu. *« Le contraste est immense entre l'écho immédiat de l'appel du 18 juin et l'importance que le passage du temps lui a conférée »*, constate Jean-Louis Crémieux-Brilhac. De Gaulle sait que ce n'est là qu'un début. A la fin de son message, il a d'ailleurs ajouté : *« Demain comme aujourd'hui, je parlerai à la radio de Londres. »*

Le 19, il prépare donc une autre intervention. François Delpla en a retrouvé un dactylogramme dans les archives du Foreign Office. Il ne sera jamais radiodiffusé. Le micro de la BBC lui est coupé ce jour-là. Winston Churchill et son cabinet de guerre ne connaissent toujours pas les intentions françaises. De Gaulle est donc réduit au silence. A sa place, ce 19 juin, parle Charles Corbin, l'ambassadeur de France, qui relaie la position officielle du gouvernement de Pétain…



Dernière phrase extraite du manuscrit de l'appel du 18 juin. BRIDGEMAN

La diète va durer jusqu'au 22 juin. A 18 h 52, la France signe un armistice infamant avec l'Allemagne. Churchill s'indigne de cette trahison et s'inquiète de voir la flotte française tomber aux mains des

Allemands. De Gaulle est autorisé à parler. Pour autant, ce n'est pas la fin de l'humiliation : il doit soumettre son discours au cabinet de guerre. Il fait antichambre tandis qu'un intermédiaire entre et sort pour lui signifier, *« phrase après phrase »*, raconte Gilles Ragache, des modifications. *« Ridicule, ridicule ! »*, s'emporte de Gaulle à chaque demande. Mais, finalement, ce second appel ne sera guère dénervé par les censeurs.

A 22 heures, ce 22 juin, il peut enfin reparler à la BBC. C'est là une intervention de chef, politique et militaire. *« Moi, général de Gaulle, j'entreprends ici, en Angleterre, cette tâche nationale »*, dit-il vraiment, cette fois. *« L'honneur, le bon sens, l'intérêt supérieur de la Patrie commandent à tous les Français libres de continuer le combat là où ils seront et comme ils pourront. »* Et enfin : *« J'invite tous les Français qui veulent rester libres à m'écouter et à me suivre. »* L'aventure de la France libre peut commencer, il faut le dire, dans la plus grande indifférence. *« Vous êtes tout seul. Eh bien, je vous reconnais tout seul »*, lui lance Winston Churchill le 27.

Début août 1940 est placardée à Londres et dans les grandes villes anglaises une affiche, destinée à recruter sur place des volontaires. Le texte paraphrase mais de manière plus incisive le discours du 18 juin. Y est ajoutée en italique la célèbre formule : *« La France a perdu une bataille ! Mais la France n'a pas perdu la guerre ! »* Elle comporte l'expression *« gouvernants de rencontre »* qui fera florès. Après la Libération, cette affiche sera reprise en France, avec la signature du général de Gaulle et la date du 18 juin, ajoutant encore à la confusion.



Affiche placardée à Londres et dans les principales villes britanniques, début août 1940, appelant les volontaires à se présenter au QG de la France libre. Après la guerre, ce texte sera souvent confondu avec l'appel du 18 juin.
MUSÉE DE L'ARMÉE / RMN / PASCAL SEGRETTE

Après l’Appel, de Gaulle s’exprimera soixante-dix fois à la radio pendant la guerre, principalement à la BBC, qui deviendra dans la France occupée le fil d’espérance de « Radio-Londres ». Dès 1941, Charles de Gaulle va célébrer l’anniversaire de sa première intervention, faisant du 18 juin 1940 « le » moment fondateur de l’épopée. Le symbole sera entretenu après la guerre. Il se transformera en culte à son retour au pouvoir, en 1958. Si, plus de quatre-vingts ans plus tard, son contenu mérite toujours d’être entendu, c’est qu’il reste une vivante leçon de ce que peut la volonté face aux totalitarismes.

Charles-Henry Groult
Benoît Hopquin